

# Orpillage clandestin dans le Nord-Est

## Le Professeur OUATTARA Djakalia décrypte les enjeux sécuritaires

Le président de l'Université de Bondoukou, Professeur OUATTARA Djakalia, a animé une conférence inaugurale sur l'orpillage clandestin, le lundi 20 avril 2026, à la préfecture d'Abengourou.

Placée sous le thème « Orpillage illégal et enjeux sécuritaires dans l'Est de la Côte d'Ivoire : quelle posture stratégique ? », cette intervention visait à fournir une grille d'analyse approfondie du phénomène, en explorant ses racines, ses manifestations et ses implications sur la sécurité nationale et régionale. Elle ambitionnait également d'esquisser les contours d'une posture stratégique innovante, conciliant impératifs sécuritaires et développement durable.

Au cours de sa communication, le conférencier a relevé que les défis de surveillance et de mobilité opérationnelle sont accentués par « l'instabilité géographique » de cette pratique illégale. Il a souligné ses impacts sur le foncier rural et l'autorité traditionnelle, évoquant notamment des conflits générationnels, l'érosion de l'autorité et des ventes illicites de terres. À cela s'ajoutent des conséquences environnementales, agricoles, sociales et économiques.

Selon le Professeur OUATTARA Djakalia, les enjeux sécuritaires liés à l'orpillage clandestin se traduisent par des troubles à l'ordre public, des trafics de stupéfiants, la prostitution et l'insécurité des personnes. Il a particulièrement insisté sur la porosité de la frontière avec le Ghana, qu'il considère comme l'un des défis majeurs.

Le président de l'Université de Bondoukou a également mis en avant le rôle de son institution dans la lutte contre ce phénomène. « L'Université de Bondoukou ne saurait rester spectatrice face à ce défi. Elle se positionne comme un pôle d'expertise de référence, avec pour ambition d'apporter la lumière scientifique face à l'obscurité des réseaux clandestins », a-t-il déclaré.

Plusieurs pistes de solutions ont été proposées, notamment le renforcement du cadre juridique et de la justice minière, le développement de la coopération régionale et transfrontalière, la formation continue des cadres et officiers du CESD, la création d'un observatoire régional de l'orpillage, ainsi que des actions d'éducation, de sensibilisation, de communication de crise et d'innovation technologique.

Le lieutenant-colonel YAPI Kassamber, chef du groupement opérationnel du Cours d'Études Supérieures de Défense (CESD), a situé le contexte de cette activité. Il a précisé qu'elle s'inscrit dans le cadre de la scolarité 2026 de la 7e promotion du CESD dans la

région de l'Indénié-Djuablin, avec pour objectif d'accroître les connaissances des auditeurs et de susciter leur réflexion prospective sur les questions de sécurité.

En guise de reconnaissance, un trophée a été remis au Professeur OUATTARA Djakalia pour la qualité de son intervention.

Plusieurs personnalités de l'Université de Bondoukou ont pris part à cette cérémonie, notamment le vice-président, Prof. SIB Sié Justin, le directeur de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation, Dr PKAN Blaise, le directeur de l'UFR SHS, Professeur Tiéba KARAMOKO, ainsi que Dr COULIBALY Karim et Dr NANAN Kouman Noël.

Initiée par le Chef d'État-major général des armées, le Général Lassina DOUMBIA, cette conférence a réuni 27 auditeurs issus de 15 pays d'Afrique et d'Europe, dont le Bénin, le Cameroun, le Congo, la France, le Gabon, la Guinée, la Mauritanie, la République centrafricaine, la RDC, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.